INAPTITUDE ET MALADIE : LES DANGERS ET PIÈGES À ÉVITER !

PROGRAMME

S'ASSURER DE L'APTITUDE DE VOS SALARIÉS

- Vérifier l'aptitude du salarié au moment de l'embauche
- Vérifier périodiquement l'aptitude du salarié
- La visite de pré-reprise
- La visite de reprise
- Connaître les sanctions pénales

FAIRE FACE À LA SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL POUR CAUSE DE MALADIE OU ACCIDENT

- Obligations du salarié
- Assurer le respect des obligations incombant à l'entreprise
- Prendre en compte la protection de l'emploi lors de la suspension du contrat de travail d'origine non professionnelle
- Gérer les spécificités résultant d'une suspension du contrat de travail d'origine professionnelle

FAIRE FACE À UNE DÉCLARATION D'INAPTITUDE

- Le constat de l'inaptitude
- Rechercher des solutions de reclassement
- Prononcer le licenciement du salarié déclaré inapte
- Rompre un contrat à durée déterminée en cas d'inaptitude

GÉRER UN MI-TEMPS THÉRAPEUTIQUE

OBJECTIFS

- Savoir mettre en œuvre les obligations prévues par le RGPD dans l'entreprise
- Savoir gérer les données personnelles des salariés, des clients, fournisseurs, partenaires, prestataires, sous-traitants, ...

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Atelier de formation associant théorie et pratique
- Remise d'un support pédagogique écrit reprenant les thèmes abordés dans la demi-journée
- Grille d'évaluation de la formation

PSH : INCLUSION DU HANDICAP

Pour en savoir plus sur l'accessibilité à nos formations, **cliquez ici**

PUBLIC CONCERNÉ

Aucun prérequis demandé

- Directeur(rice)/Responsable des ressources humaines
- Responsable administratif(ive)
- Assistant(e) de direction / Assistant(e) administratif(ive)
- Responsable / Chef d'équipe
- Chef d'entreprise
- Chargé(e) des relations sociales
- Juriste
- Expert-comptable
- Gestionnaire de paie / RH

TARIF

(frais de petit déjeuner offerts)

Tarif demie-journée : 1.500 euros HT

Tarif journée : 3.000 euros HT

Accéder au **formulaire d'inscription**

Les Ateliers du Cabinet Lafitte

Numéro d'Organisme Formateur enregistré sous le N° 75640402664 auprès du préfet de région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes

CE AVOCATS